

Attention, un déficit peut en cacher un autre

L'ÉDITORIAL DE PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS. Seul pays européen à enregistrer un déficit de sa balance courante, la France affiche aussi une position extérieure de plus en plus négative.

Par [Pierre-Antoine Delhommais](#)

Publié le 25/07/2024 à 12h00



Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau, auteur du rapport annuel sur la balance des paiements © © ROMUALD MEIGNEUX/SIPA / SIPA

Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau, auteur du rapport annuel sur la balance des paiements © © ROMUALD MEIGNEUX/SIPA / SIPA

« La France est une cigale, nous achetons plus que nous ne produisons, et cela pèse sur notre croissance comme sur notre position extérieure nette. » C'est avec La Fontaine que [le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau](#) a choisi de résumer le rapport annuel sur la balance des paiements. De lecture indigeste mais édifiante, celui-ci illustre, à grand renfort de statistiques et de tableaux, les profonds déséquilibres économiques du pays, son manque de compétitivité, la dérive de ses comptes publics et son extrême vulnérabilité financière.

Après 31,1 milliards d'euros en 2022, la France a enregistré l'année dernière un déficit de 28,1 milliards d'euros de ses transactions courantes, lesquelles regroupent les échanges de biens, de services et les transferts de revenus de notre pays avec le reste du monde. [La France est le seul grand pays de la zone euro à présenter un déficit de sa balance courante](#), le gouverneur parlant pudiquement d'« *une faiblesse singulière* ». L'Allemagne a, il est vrai, dégagé l'année dernière un excédent courant de 243 milliards d'euros, les Pays-Bas de 103 milliards, l'Espagne de 37 milliards et l'Italie, avec laquelle la France aime pourtant généralement bien se comparer pour se consoler, de 11 milliards.

Folies dépensières

Dans le détail, il y a eu du mieux ou plutôt du moins mauvais du côté des échanges de biens, avec un déficit ramené l'année dernière à 76,1 milliards d'euros après 132,8 milliards en 2022 grâce à la baisse des prix de l'énergie. L'excédent des échanges de services, un point fort traditionnel de l'économie française, a en revanche fortement diminué (35,5 milliards après 65 milliards), ayant été affecté notamment par le poste transports et la normalisation des tarifs du fret maritime. Enfin, pénalisé par la hausse des taux d'intérêt, l'excédent des revenus d'investissement a quant à lui fondu de près de moitié, passant de 56,2 milliards en 2022 à 31 milliards.

[Les capitaux « immigrés » ont heureusement permis de financer le déficit courant avec des entrées nettes de 35,7 milliards d'euros](#), comprenant des achats de 133 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor par les investisseurs étrangers, nos sauveurs anonymes. Ils en détenaient fin 2023 un stock total de 1112,7 milliards d'euros, disposant ainsi d'une arme de destruction massive qu'ils risquent d'utiliser dès la rentrée si le budget manque de sérieux et de rigueur. À en juger par les folies dépensières qu'ils continuent de proposer, nos élus n'ont dans leur immense majorité toujours pas pris conscience de cette menace existentielle.

La tour Eiffel aux enchères...

L'enseignement le plus inquiétant du rapport annuel sur la balance des paiements reste toutefois que « *la position extérieure nette de la France* » à l'égard du reste du monde, c'est-à-dire la différence entre la valeur de ce que nous détenons à l'étranger et celle de ce que les étrangers détiennent chez nous, devient de plus en plus négative. La dette publique nourrissant la dette extérieure, cette position, reflet de la richesse réelle d'un pays, s'est dégradée de 133,5 milliards d'euros en 2023 pour s'établir à – 792,9 milliards, soit 28,1 % du PIB. Il n'y a même pas dix ans, fin 2005, elle était de seulement -35 milliards, soit moins de 2 % du PIB.

À titre de comparaison, le Japon affichait en 2023, selon le FMI, une position extérieure positive de 3 321 milliards de dollars, l'Allemagne de 3 205 milliards, la Norvège de 1 503 milliards et la Suisse de 896 milliards. Non seulement la France ne fait pas partie de ces bienheureuses nations créancières, mais elle figure désormais parmi les plus débitrices au monde avec les États-Unis (-19 770 milliards de dollars), le Royaume-Uni (-1 050 milliards) ou encore le Brésil (-975 milliards). Face au risque croissant de crise de balance des paiements, le futur gouvernement va devoir sérieusement envisager, le cœur lourd, de vendre aux enchères la tour Eiffel, la *Joconde* et le château de Versailles.